

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2735

[2010/204249]

15 JUILLET 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 34, 4^o, 36, alinéa 2 et 3, 36^{ter}, alinéa 1^{er}, 38, § 1^{er}, et 43, § 2, alinéa 2, 15^o, tels que modifiés par les décrets du 4 octobre 2007 et du 17 juillet 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis CD-9e12-CWaPE-221 de la Commission wallonne pour l'Energie du 27 mai 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 2 juillet 2010;

Vu l'avis 48.220/4 du Conseil d'Etat, donné le 31 mai 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Développement durable;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération*

Article 1^{er}. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, après les mots "à la CWaPE", les mots suivants sont ajoutés : "ou au gestionnaire de réseau de distribution pour les installations visées à l'article 6bis, alinéa 3."

Art. 2. L'article 6bis du même arrêté est modifié comme suit :

1^o aux alinéas 1^{er} et 3, les mots "d'une puissance inférieure ou égale à 10 kWc" sont remplacés par les mots "d'une puissance nette développable inférieure ou égale à 10 kW";

2^o à l'alinéa 2, les mots "conformément au présent chapitre" sont insérés entre les mots "installations de production d'électricité verte certifiées" et les mots "et enregistrées comme installation de production d'électricité verte".

Art. 3. A l'article 8, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les phrases suivantes "Dans le cas des installations visées à l'article 6bis, alinéa 3, en cas de modification des instruments de mesures ou de tout élément repris dans le certificat de garantie d'origine, le titulaire de ce certificat en informe, par courrier simple, dans les quinze jours, le gestionnaire de réseau de distribution qui en informe la CWaPE. Le cas échéant, la CWaPE adapte ou retire le certificat de garantie d'origine." sont insérées entre la deuxième et la troisième phrase.

Art. 4. L'article 10 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o le 2^e alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, s'il s'agit d'une installation d'une puissance nette développable inférieure ou égale à 10 kW, le producteur vert introduit cette demande auprès de la CWaPE au moyen d'une déclaration sur l'honneur qui mentionne les caractéristiques de l'installation conformément aux §§ 2 et 3 de l'article 7. La CWaPE détermine les modalités et le formulaire de déclaration sur l'honneur. »;

2^o un alinéa 3 nouveau rédigé comme suit "Par dérogation aux alinéas précédents, s'il s'agit d'une installation visée à l'article 6bis, alinéa 3, le producteur vert introduit cette demande conformément à la procédure prévue à l'article 6bis, alinéa 3" est ajouté in fine.

Art. 5. L'article 11 du même arrêté est remplacé comme suit :

« La CWaPE, ou le gestionnaire de réseau de distribution pour les installations visées à l'article 6bis, alinéa 3, vérifie si le formulaire de demande est correct et complet. S'il est constaté que la demande est incomplète, le demandeur en est informé dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande. La CWaPE, ou le cas échéant le gestionnaire du réseau de distribution, précise en quoi le formulaire est incomplet et fixe un délai, qui ne peut excéder trois semaines, prescrit sous peine de déchéance de la demande, endéans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande. »

Art. 6. A l'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté, la première phrase est remplacée comme suit :

« Dans un délai d'un mois à dater de la réception du formulaire complet par la CWaPE, ou le cas échéant par le gestionnaire du réseau de distribution, la CWaPE vérifie si le demandeur répond aux conditions d'octroi des labels de garantie d'origine et/ou des certificats verts et lui notifie sa décision. »

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006
relatif aux obligations de service public*

Art. 7. Dans le chapitre III, section 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et du 8 janvier 2009, il est inséré un article 24octies rédigé comme suit :

« Art. 24octies. Le gestionnaire de réseau de distribution reçoit les demandes préalables d'octroi de certificats de garantie d'origine, de certificats verts et/ou de labels de garantie d'origine relatives aux installations de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance nette développable inférieure ou égale à 10 kW, raccordées au réseau et bénéficiant de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau de distribution.

Le gestionnaire de réseau de distribution est chargé d'instruire ces demandes conformément à la procédure établie par la CWaPE. »

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 8. Les dossiers de demandes préalables d'octroi de certificats de garantie d'origine, de labels de garantie d'origine et/ou de certificats verts réceptionnés par la CWaPE avant le 31 août 2010 restent soumis aux dispositions en vigueur à cette date. La date de réception de la demande est attestée par le cachet de réception du dossier par la CWaPE.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2010.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 juillet 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 2735

[2010/204249]

15. JULI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere Artikel 34 Nr. 4°, Artikel 36 Absatz 2 und 3, Artikel 36ter, Absatz 1 Artikel 38 § 1 und Artikel 43 § 2 Absatz 2 Nr. 15° in ihrer durch die Dekrete vom 4. Oktober 2007 und 17. Juli 2008 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Gutachtens der "Commission wallonne pour l'Energie" CD-9e12-CWaPE-221 vom 27. Mai 2009;

Aufgrund des am 2. Juli 2010 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 31. Mai 2010 in Anwendung von Artikel 84 § 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 48.220/4;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL I — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006
über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms**

Artikel 1 - In Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, wird nach dem Wort "CWaPE" folgende Wortfolge eingefügt: "oder dem Betreiber des Stromverteilernetzes für die in Artikel 6bis, Absatz 3 genannten Anlagen."

Art. 2 - Artikel 6bis desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in den Absätzen 1 und 3 wird die Wortfolge "mit einer Leistung von höchstens 10 kWc" durch "mit einer zu entwickelnden Nettoleistung von höchstens 10 kW" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "die anerkannt sind" durch "die in Übereinstimmung mit vorliegendem Kapitel anerkannt sind" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 8 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Sätze zwischen den zweiten und dritten Satz eingefügt:

«Im Falle der in Artikel 6bis, Absatz 3 genannten Anlagen und bei einer Änderung der Messinstrumente oder eines der in der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie erwähnten Elemente wird dies vom Inhaber dieser Bescheinigung innerhalb von fünfzehn Tagen durch einfaches Schreiben dem Betreiber des Verteilernetzes mitgeteilt, der die CWaPE informiert. Gegebenenfalls passt die CWaPE die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie an oder entzieht sie.»

Art. 4 - Artikel 10 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° der 2. Absatz wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Wenn es sich in Abweichung von vorigem Absatz um eine Anlage handelt, deren zu entwickelnde Nettoleistung 10 kW nicht übertrifft, reicht der Erzeuger diesen Antrag bei der "CwaPE" ein, mittels einer ehrenwörtlichen Erklärung, in der die Merkmale der Anlage gemäß § 2 und § 3 von Artikel 7 angegeben werden. Die CWaPE bestimmt die Modalitäten und das Formular für die ehrenwörtliche Erklärung.»;

2° Am Schluss wird ein neuer Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Wenn es sich um eine in Artikel 6bis; Absatz 3 genannte Anlage handelt, reicht der Grünstromerzeuger in Abweichung von den vorigen Absätzen diesen Antrag gemäß dem in Artikel 6bis, Absatz 3 vorgesehenen Verfahren ein.»

Art. 5 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch folgende Wortfolge ersetzt:

«Die CWaPE oder der Betreiber des Verteilernetzes für die Anlagen nach Artikel 6bis, Absatz 3 prüft ob das Antragsformular richtig und vollständig ist. Wenn festgestellt wird, dass der Antrag nicht vollständig ist, wird der Antragsteller innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags davon in Kenntnis gesetzt. Die CWaPE oder ggf. der Betreiber des Verteilernetzes gibt an, inwieweit das Formular unvollständig ist und legt eine zur Vermeidung des Verfalls des Antrags vorgeschriebene Frist fest, die drei Wochen nicht überschreiten darf, innerhalb deren der Antragsteller aufgefordert wird, seinen Antrag zu vervollständigen.»

Art. 6 - In Artikel 12 Absatz 1 desselben Erlasses wird der erste Satz durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Eingang des vollständigen Formulars bei der CWaPE oder ggf. beim Betreiber des Verteilernetzes, prüft die CWaPE, ob der Antragsteller den Bedingungen zur Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und/oder der grünen Bescheinigungen genügt, und stellt ihm ihre Entscheidung zu.»

KAPITEL II — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt*

Art. 7 - In Kapitel III, Abschnitt 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und 8. Januar 2009 abgeänderten Fassung, wird ein Artikel 24octies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 24octies - Der Betreiber des Verteilernetzes erhält die vorherigen Anträge auf Gewährung von Bescheinigungen zur Herkunftsgarantie, von grünen Bescheinigungen und/oder von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie bezüglich der Anlagen von photovoltaischen Solarzellen und mit einer zu entwickelnden Nettoleistung von höchstens 10 kW, die an das Netz angeschlossen sind, und für die der Vorteil des Ausgleichs zwischen den dem Verteilernetz entnommenen Strommengen und den in das Verteilernetz eingespeisten Mengen gewährt wird.

Der Betreiber des Verteilernetzes ist mit der Untersuchung dieser Anträge in Übereinstimmung mit dem von der CWaPE festgelegten Verfahren beauftragt.»

KAPITEL III — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 8 - Die Akten betreffend die vorherigen Anträge auf Gewährung von Bescheinigungen zur Herkunftsgarantie, von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und/oder von grünen Bescheinigungen, die vor dem 31. August 2010 bei der CWaPE eingegangen sind, unterliegen weiterhin den an diesem Datum geltenden Bestimmungen. Das Eingangsdatum des Antrags wird durch den Eingangsstempel der Akte bei der CWaPE bescheinigt.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Oktober 2010 in Kraft.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Juli 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2735

[2010/204249]

15 JULI 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 34, 4°, 36, tweede lid, en 3, 36ter, eerste lid, 38, § 1, en 43, § 2, tweede lid, 15°, zoals gewijzigd bij de decreten van 4 oktober 2007 en 17 juli 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het advies CD-9e12-CWaPE-221 van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie), gegeven op 27 mei 2009;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 2 juli 2010;

Gelet op het advies 48.220/4 van de Raad van State, gegeven op 31 mei 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling;